

La crise, c'est l'heure de vérité qui n'épargne aucun pays

Entretien avec Maurice Carraz, DG de la Fédération nationale des offices publics de l'Habitat (France)

Les éclairages du directeur général de la Fédération nationale de la Fédération nationale françaises des offices publics..



Maurice Carraz, deuxième à partir de la droite.

LE MATIN : «Gouvernance, risques et crises», C'est le titre du colloque du GRET de cette année. Vous avez assisté aux différents colloques. Un premier ressenti sur ce thème ?

Maurice Carraz : Le titre d'abord proposé était «la gouvernance des risques et des crises». Avec la suppression des articles et l'ajout des virgules, il y a plus qu'une nuance d'expression : « Gouvernance, risques et crises » n'invite pas seulement à échanger sur les pratiques de gestion de ces situations, mais offre une ouverture des objectifs du colloque vers la compréhension des implications qu'elles peuvent sous-tendre et des décisions pour les appréhender et les gérer. Avec la recherche d'efficacité des solutions dans les rapports entre la gouvernance des sociétés et les risques et crises, on ne peut pas écarter la prise en considération des droits collectifs et individuels qui leur sont confrontés. Aussi, ne s'agit-il pas d'imaginer trouver des modèles de gouvernance pour les risques et les crises, mais d'interroger leurs gestions ou leurs anticipations, de savoir comment les modalités de gouvernance doivent se comporter face aux risques et aux crises et, par là, d'interroger leurs rapports avec les droits individuels et universels des populations concernées.

Qu'avez-vous retenu des différents colloques sur la ville, l'inclusion et la diversité culturelle, le projet de l'UPM ?

Des débats sur la performance urbaine et le droit à la ville, j'ai retenu que les projets pour la ville devaient être résolument des projets humanistes, pour que nos villes soient des lieux d'espérance, dont chacun se sente responsable, fier et citoyen.

De la pertinence des interventions sur les défis culturels pour les droits de l'Homme, il me reste que la lutte contre la discrimination culturelle, l'engagement des volontés pour la reconnaissance de la diversité des cultures peuvent et doivent trouver leur expression dans les sujets les plus courants d'organisation de la vie quotidienne.

De la convergence des propos sur l'Euroméditerranée, j'ai entendu qu'un projet d'Union pourrait trouver l'adhésion des populations s'il apparaissait comme un processus permettant de libérer l'homme de ses peurs, de le rassurer par rapport aux conflits et à l'insécurité de tous

les jours, par rapport à ce qui l'inquiète sur l'avenir de la planète dans le jeu des systèmes économiques et financiers mondiaux, et s'il répondait là à ses besoins. Au fond, la crise c'est l'heure de vérité, qui n'épargne aucun pays, aucun régime, et les crises aussi sont celles d'un monde global.

Le monde bouge, le monde change et l'on assiste à une multiplication et à une accélération des risques et des crises. Comment expliquer ces tensions ?

Le développement économique et social alimente en permanence la complexité qui aggrave les risques et rend les crises de plus en plus difficiles à gérer et à maîtriser. Quelles conclusions retiendrons-nous des confrontations de la gouvernance à ceux qui font aujourd'hui partie du paysage quotidien et récurrent de nos sociétés ? On peut également se demander, comment les risques se conjuguent, selon les opportunités qu'offre à toutes initiatives un environnement de plus en plus incertain dans un monde où, comme le sont la finance et les échanges, le risque est globalisé. Aujourd'hui, les risques industriels et technologiques, qui peuvent être catastrophiques, sont admis comme prix de la croissance et du confort. Les destructions aveugles de l'environnement causent, jusque dans les moindres recoins, des atteintes irréversibles aux équilibres de vie et à la variété des espèces, jusqu'aux butineuses de la biodiversité nourricière de la planète ; la vie quotidienne au travail, chez soi, dans la rue, connaît avec le harcèlement, la violence, la menace, le chantage, des risques de dérives sociétales de toutes sortes.

Les rapports entre gouvernance et risques s'inscrivent ainsi dans des situations dont la prise en compte exige des connaissances à la fois plus nombreuses et plus hétérogènes. Leur solution exige des décisions dans des espaces de temps de plus en plus réduits : plus que jamais, les spécialistes de l'urgence peuvent dire : dans la première minute un verre d'eau peut suffire, dans les dix minutes, il faut une citerne, dans l'heure une caserne.

Il y a aussi l'interconnexion des systèmes qui a été favorisée par la mondialisation et qui rend plus difficile la définition du concept de crise...

La crise, c'est la survenance d'une situation qui met en évidence les failles d'un système, qui met en cause ses équilibres et dérange bien des intérêts.

Au fond, la crise c'est l'heure de vérité, qui n'épargne aucun pays, aucun régime, et les crises aussi sont celles d'un monde global : les réseaux peuvent, n'importe où dans le monde, provoquer des révolutions, les distances ne sont plus un obstacle pour agir sur les crises ou pour les alimenter ; les crises de l'emploi, celles de la dette ne sont pas les crises d'un seul pays. Avec les crises économiques, on parle de voies de sortie de crise, mais il y a toujours une crise pour succéder à une autre ou s'y ajouter. Avec les crises politiques, on peut faire de la crise un mode de gouvernement, plus ou moins passager. On parle de gouvernement de crise.

Quelles sont les conséquences des crises sur la gouvernance ?

Il y a beaucoup de travaux sur la question. Patrick Lagadec, directeur du Laboratoire d'économétrie de l'École polytechnique en France, parle de trois dynamiques de déstabilisation dans la gouvernance sociale, que peuvent entraîner les situations de crises. Il évoque tout d'abord le désarroi des spécialistes et des responsables, devant l'enchevêtrement des difficultés à résoudre et dans des contextes d'instabilité exacerbée. Il s'intéresse ensuite à la défiance de plus en plus forte des publics, qui ne croient plus aux assurances de la communication de crise.

Il évoque ensuite la menace de découplage entre les cercles responsables et la société civile.

Peut-on anticiper les crises ? Et comment apprendre à concevoir leur gouvernance ?

Il existe de plus en plus de mastères de formation à la gestion des risques, à l'université ou dans les instituts spécialisés. De plus en plus, les entreprises y préparent leurs cadres :

-prévention des risques, rigueur de gestion de crise, communication préventive et communication de crise. Dans le monde de l'habitat, qui est le mien, nous connaissons les risques de la ghettoïsation sociale, ceux de la densité et de la promiscuité dans les grands ensembles, les crises de l'offre et celles des conditions de vie dans les logements insalubres ou surpeuplés. Nous essayons d'appréhender les situations, pour éviter les crises. Dans la préparation à la gestion des risques et des crises, dans l'approche professionnelle ou politique des situations à traiter, il y a une série de questions à poser : quelle place pour les droits par rapport aux urgences ? Entre gouvernance, risques et crises, quelle place pour l'homme par rapport aux pouvoirs ? Peut-on sortir de l'idée que toute situation délicate ne peut trouver sa situation qu'en étant confiée immédiatement et totalement à quelque structure d'État à commandement unique ? Doit-on au contraire concevoir des retours vers la société civile sur les situations à affronter, imaginer qu'une réplique se fasse en lien étroit avec elle ? Le citoyen peut-il prévoir une certaine autonomie pour faire face, dans l'attente du rétablissement de meilleure situation ?

Publié le : 27 Avril 2012 –

SOURCE WEB Par Farida Moha, LE MATIN